

coopérer avec elle. Les stalinien polonais suent sang et eau à essayer d'imiter les réalisations des stalinien tchèques — sans beaucoup de succès jusqu'à présent.

L'Etat de l'Europe orientale qui se rapproche le plus de l'U.R.S.S. est la Yougoslavie. En Pologne, le Kremlin entra en conquérant étranger et instaura de force, défiant des cliques importantes de la bourgeoisie polonaise, un gouvernement peu populaire. En Yougoslavie, le gouvernement prit le pouvoir normalement au cours du développement d'un mouvement révolutionnaire massif du peuple, qui chassa les envahisseurs étrangers et détruisit les armées de l'ancienne classe dirigeante. A l'origine, le gouvernement s'appuyait sur un large soutien populaire, et les masses avaient supprimé le pouvoir des anciens groupes dirigeants au cours d'une guerre civile sans merci.

Malgré la répression sauvage qu'il exerce aujourd'hui et son pouvoir policier sans bornes, le régime de Tito manifeste par plusieurs caractéristiques son origine sociale révolutionnaire. Le contenu réel de ses mesures de nationalisation et de reconstruction est à peine différent de celui de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Mais elles ont été appliquées dans des buts socialistes et non exclusivement nationalistes. Andrija Hebrang, le ministre de l'Industrie, expliqua au commencement de l'année les buts du « Plan économique général d'Etat », depuis qu'il avait été adopté, au Skupchina du Peuple, en usant des arguments suivants :

1° Comme l'économie planifiée a vaincu l'économie anarchique du monde capitaliste, comme elle a prouvé sa supériorité en U.R.S.S., elle devait être adoptée en Yougoslavie.

2° Puisque l'industrie et le commerce privés existent toujours, et qu'il y a deux millions de petits paysans propriétaires, le programme tout entier de la planification étatique ne peut être immédiatement mis en réalisation de façon complète et effective. Mais la solution présente devait être considérée comme un stage transitoire vers l'économie planifiée.

3° Le Plan général d'Etat est destiné à être appliqué non seulement à l'industrie et à l'agriculture, mais aussi au développement culturel, à l'éducation, aux sciences, à l'art, à l'hygiène publique, aux assurances sociales, etc.

Naturellement, les espérances réelles d'une véritable économie planifiée d'Etat sont en réalité beaucoup moins brillantes en Yougoslavie. Ce pays est un de ceux qui ont le plus souffert de la guerre. Il émerge du conflit amputé d'un tiers de son industrie, d'un quart des familles paysannes, d'un dixième de sa population. Il a dressé un plan de réparations pour dommages de 61 milliards. Ce pays a toujours été industriellement faible ; 75 % de sa population vit de la terre. D'après les chiffres les plus sûrs, sa production industrielle se trouve aujourd'hui ne pas excéder 40 % de celle de 1938. Et tandis que la grande majorité de l'effort productif de 1938 était consacrée aux moyens de consommation ou à des matières premières qui pouvaient être facilement échangées contre des moyens de consommation, la Yougoslavie est maintenant forcée de consacrer la majeure partie de son travail productif aux réparations et à la reconstruction.

Comme la propriété « ennemie » a été confisquée par le gouvernement

comme butin de guerre, l'Etat gèrera et fera fonctionner plus de 50 % de toute l'industrie et presque toute l'industrie lourde. De plus, le gouvernement promulga en août 1945 un décret qui annulait toutes les concessions minières et nationalisait les mines. Ceci se rapporte spécialement aux mines d'étain de Bor appartenant aux Français, et aux mines de zinc et de plomb appartenant aux Anglais. Bien que le principe de compensation ait été accepté, contrairement à la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie n'a pas encore conclu

d'accord avec les propriétaires étrangers.

Comme en Tchécoslovaquie ou en Pologne, la propriété privée est admise par la loi, et continue à exister dans les petites industries, le commerce et l'agriculture. Même pour le commerce étranger, la politique n'est pas d'effectuer des échanges d'Etat, mais d'autoriser des importations et des exportations privées. Tito lui-même déclara à une réception de correspondants étrangers « que la propriété privée était respectée en Yougoslavie ».

Ressemblance avec l'U.R.S.S.

La Yougoslavie, cependant, ressemble à l'U.R.S.S. beaucoup plus que n'importe quel pays de l'Europe orientale, parce que, émergeant d'un mouvement révolutionnaire social qui supprima le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers, elle procéda à la consolidation de sa domination en bureaucratissant le mouvement de masses, par la destruction des droits démocratiques des masses travailleuses, la suppression des comités ouvriers et des organes d'expression indépendants, l'application de mesures policières et la terreur. A cause de son origine, tellement dissimilable de celle de la Pologne ou de n'importe quel autre pays de l'Europe orientale, il lui a été possible de rendre totalitaires toutes les phases de la vie en Yougoslavie d'une façon beaucoup plus radicale et étendue.

Malgré le fait que le pouvoir des anciennes classes capitalistes et des propriétaires fonciers a été détruit, la Yougoslavie, néanmoins, doit encore être considérée comme se trouvant dans l'orbite capitaliste, à cause des faits suivants : L'existence de la propriété capitaliste qui continue dans l'agriculture, dans la moitié de l'industrie, dans le commerce, y compris le commerce avec l'étranger. Ensuite, la création d'une énorme bureaucratie gouvernementale ressemblant à celle des capitalistes, composée de vieux bureaucrates d'avant guerre, de propriétaires fonciers et de propriétaires d'usines déposés, de fonctionnaires stalinien, de fascistes « régénérés », de monarchistes, de généraux et autre gens de ce calibre. Il n'existe aucune information claire sur la manière précise selon laquelle l'industrie appartenant à l'Etat fonctionne. En l'absence de comités d'usines actifs et du contrôle ouvrier, on peut supposer que les méthodes sont à peu près semblables à celles employées en Tchécoslovaquie ou en Pologne.

Dans la zone soviétique de l'Allemagne, l'ambiguïté des formes économiques, le caractère provisoire de l'économie ont été commentés par tous les principaux correspondants. Le correspondant de l'Economist de Londres pose la question (mars 1946) : « Quel est le système social que les Russes sont en train d'établir en Allemagne orientale ? L'entreprise privée a-t-elle été abolie là-bas ? A-t-on formé une économie sociale sur le modèle soviétique ? Les conditions varient encore trop pour qu'on puisse donner une réponse définitive à toutes ces questions. »

La correspondante du New-York Times, Dana Adams Schmidt, donne la même impression. Le 8 juillet 1946, elle écrit :

« L'orientation de cette tendance (vers la possession ou le contrôle publics)

qui se manifeste dans d'importantes mesures — réforme agraire, confiscation d'entreprises prétendues appartenir à des nazis actifs et à des criminels de guerre, blocage de tous les anciens comptes en banque — était cependant très souvent ambiguë. Elle m'a menée en dernière analyse à la conclusion que les mesures prises par l'administration russe d'occupation n'étaient pas destinées à socialiser la vie économique dans le sens russe. Elles semblaient plutôt avoir été manigancées pour faire dominer, dans la sphère économique aussi bien que politique, des éléments que les Russes considéraient comme des gens sur lesquels ils pouvaient compter et contrôleraient. Pendant plus d'une année d'occupation, les pas faits dans cette direction ont été progressifs et circonspicieux, et prennent en sérieuse considération les traditions locales. »

Bien que la Russie, tout comme l'Angleterre et les Etats-Unis, exerce ouvertement un contrôle militaire dans sa zone, et bien qu'elle ait le « droit légal » de piller l'Allemagne, les mesures économiques prises n'ont pas été aussi radicales que dans nombre de pays de l'Europe orientale. Bien que les industries « appartenant aux nazis » aient été confisquées et remises aux autorités étatiques ou municipales chargées de les faire fonctionner, la disposition finale de ces entreprises, qu'elles doivent entrer en possession de l'Etat ou être données aux nouveaux propriétaires, a été laissée de côté. Sauf pour les expropriations de terres mentionnées plus haut, l'administration russe n'a pas accompli un seul acte d'expropriation dans l'industrie comparable à l'expropriation britannique des mines de charbon de la Ruhr. De plus, les possesseurs d'installations moyennes ou petites qui ne s'enfuirent pas à l'approche de l'Armée rouge ont été laissés en possession et autorisés à continuer à faire fonctionner leurs entreprises.

Les grandes usines sont pour la plupart gérées par quatre directeurs, représentant fréquemment des partis politiques, et souvent les anciens directeurs techniques conservèrent leur poste. Ces directeurs sont supposés travailler en étroite liaison avec les Conseils du Travail, qui ressemblent beaucoup à ceux formés en Tchécoslovaquie. Et parce que l'Allemagne orientale est rattachée à l'économie de l'U.R.S.S., qui ne craint pas la concurrence allemande et a un besoin désespéré de toutes sortes de produits, les entreprises allemandes sont inondées de commandes russes et respirent une fausse prospérité. En contraste avec l'Allemagne occidentale, les rouages industriels tournent de plus en plus rapidement, mais la plupart des produits sont exportés en Russie à titre de réparations. On n'a pas de données